

Editorial

Il faut hiérarchiser les informations

Comme tous les accusés, Dominique Strauss-Kahn a droit à la présomption d'innocence. La justice américaine dira si l'ancien directeur du FMI est coupable ou non de tentative de viol.

Depuis plusieurs semaines, les journaux français consacrent des pages entières à cette triste affaire. Même les journaux suisses s'y sont mis et donnent à la conduite de Dominique Strauss-Kahn une importance qui rejette dans les pages intérieures les mas-

sacres de Syrie, les morts de Libye et le naufrage des bateaux des réfugiés. Les journaux ont totalement perdu le sens de la hiérarchisation des nouvelles. Une question se pose avec toujours plus d'acuité: le rôle des journaux est-il d'informer et de forger les opinions ou de faire appel aux plus bas instincts des lecteurs sous prétexte que ceux-ci sont principalement intéressés par la règle des 4 'S': sang, sexe, sport et show business.

Pendant que Dominique Strauss-Kahn attend son jugement (dans un appartement de 600 mètres carrés, dont la location est estimée à 50'000 francs par mois!), il se passe des choses beaucoup plus importantes dans le monde. Par exemple, la catastrophe nucléaire de Fukushima va sans doute entraîner la mort de milliers de personnes dans les années à venir et la contamination pratiquement éternelle de toute une région. L'émotion étant retombée, les nouvelles du Japon sont aujourd'hui résumées en quelques lignes.

Du nucléaire, parlons-en puisque les Chambres fédérales en ont longuement débattu. Discussion surréaliste mettant aux prises des adversaires aux conceptions totalement différentes. D'un côté, il y a ceux qui accordent la priorité absolue à la sécurité et qui estiment que les dangers encourus exigent une fermeture rapide des centrales. De l'autre côté, il y a les représentants de l'économie et de la majorité de la droite qui raisonnent uniquement en termes de rendement.

Soyons clairs: si la sécurité du pays passe par une augmentation du coût de l'électricité, il n'y a pas l'ombre d'une hésitation à avoir. Ceux qui font peur en parlant uniquement de pénurie et d'augmentation du prix du kilowatt/heure sont de dangereux profiteurs et de sinistres inconscients.

Le comité rédactionnel de *l'essor*

Non au gaspillage!

Selon toute vraisemblance, la Suisse va abandonner l'énergie nucléaire. Il faudra trouver des énergies de substitution, si possible renouvelables. Les milliards consacrés à la construction des centrales nucléaires devront être utilisés pour mettre au point de nouvelles technologies (éoliennes, géothermie, panneaux solaires, etc.) qui seront performantes et qui préserveront l'atmosphère de rejets massifs de CO₂.

Parallèlement, il faudra faire des économies d'énergie. En tout premier lieu, les entreprises devront montrer l'exemple en ne fabriquant pas des produits inutiles. Même si cela ne constitue qu'une toute petite partie de la consommation globale, chacun devra faire un effort au niveau de la vie quotidienne. Il faut utiliser des appareils moins voraces en énergie, régler le chauffage avec un peu plus de modération, veiller à éteindre les appareils quand on ne les emploie pas. Il faut aussi éviter de gaspiller la lumière en réduisant dans le temps les illuminations de Noël, réduire les emballages, consommer moins d'eau.

Qu'est-il possible de faire concrètement dans la vie de tous les jours? C'est la question que nous posons à nos lecteurs et qui fera l'objet du prochain forum de *l'essor*.

Les réflexions d'Henri Jaccottet

Essor: «Il y a des mots qui font vivre». Mais il y a aussi des mots qui font peur. Ainsi cette affirmation d'un «très sage» dont je ne me souviens pas du nom: «Avant les hommes il y avait les forêts; après eux... le désert». Ce mot désert m'a donné comme un coup de poing au creux de l'estomac. Pire, cette remarque est fondée: après nombre de précurseurs du type Al Gore, Hubert Reeves nous le confirme dans son livre *Mal de Terre*.

Par effet de serre, notre climat s'est détérioré; depuis des décennies, les médias nous en font constater les retombées jour après jour: fonte des glaciers et du permafrost, sécheresses et inondations de ci de là au même moment, éboulements de terrains, élévation du niveau des océans. Et quand des gens comme Pierre Lehmann conseillent pour y remédier des «sociétés de proximité et des économies de subsistance», rien ne bouge car les trop nombreux bénéficiaires du système actuel (consommation débridée d'énergies) n'imagi-

nent pas un instant renoncer à leurs privilèges que sont des industries florissantes, des habitats tout confort par n'importe quel temps, des moyens de transport innombrables et de plus en plus performants.

Les excès de la liberté mènent au despotisme; les excès de la tyrannie ne mènent qu'à la tyrannie.

Chateaubriand

Et puis, plus récemment en Afrique du Nord et bientôt en Europe du Sud, la jeune génération dotée d'un courage à toute épreuve – on peut le dire – se dresse en exigeant un changement radical de la politique respective de leurs pays. Que s'est-il passé? Les régimes totalitaires (fascisme, national-socialisme, soviétisme) se sont rendus responsables des pires méfaits jamais réalisés durant la guerre de 1939-45, au mépris de la liberté de

pensée et des droits humains: génocides, camps de concentration, tortures, misère dans toute l'Europe.

Dans l'après-guerre et en opposition à ces doctrines, une vague d'individualisme forcené (1968) a gagné l'ensemble des pays dits développés et la doctrine néolibérale (d'origine américaine) a porté l'estocade à toutes les démocraties vieillissantes. Résultat: des tyrannaux dépourvus de scrupules en ont profité pour imiter leurs prédécesseurs du XX^e siècle au sud de la Méditerranée, alors qu'au nord de cette dernière, le néolibéralisme gangrène plusieurs pays en leur imposant sa politique dont on connaît les effets: on n'y a jamais vu autant de fortunes faramineuses et autant de pauvres dans le reste de la population, une sorte de despotisme nouvelle mode. Or, Benjamin Constant l'affirmait déjà à son épouse: «Le despotisme n'a aucun droit». Et vive *l'essor* qui nous permet de dire sincèrement ce qu'on pense.

Un lecteur nous écrit

Mieux cibler notre croissance

Votre forum sur la décroissance m'a vivement intéressé et j'aimerais par ces quelques lignes insister sur la modification qui s'amorce ici: ce n'est pas «halte à la croissance», mais «retrouvons le sens de cette croissance».

Dans nos sociétés enrichies, mais incapables d'éradiquer les phénomènes d'exclusion sociale en leur propre sein, le silence acheté par l'illusion du confort pour la grande majorité des consommateurs remplit la même fonction que l'omerta mafieuse. Les intimidations sont officielles et encouragées par les Etats: si nous consommons moins, nous ne sommes pas de «bons patriotes» puisque nous ne participons pas à la croissance économique qui est censée apporter des bienfaits à tout le monde..

Jean-Claude Besson-Girard,
Descrescendo cantabile, 2005

C'est faire injure à la vie et à une évolution de milliards d'années que de vouloir arrêter ce grand mouvement qui nous dépasse. Gaïa n'est pas au bout de ses ressources.

Il est clair que la croissance actuelle de la production de voitures, par exemple, est déjà condamnée par la fin du pétrole, et d'innombrables pics ont précédé celui-ci: celui des dinosaures, celui de la production des pyramides, des hallebardes, des clous de soulier et des téléviseurs (j'anticipe à peine). Les excès se corrigent d'eux-mêmes.

Je vois une humanité branchée sur le même réseau, qui véhicule un grand bavardage, mais de même que parmi nos milliards de neurones, très peu sont le siège de réflexions géniales, il faut laisser du temps à ce nouveau super-organisme pour voir émerger une spiritualité plus intense. Imaginez dans 50 ans, les voitures actuelles disparues, les livres sacrés rangés au placard (pour avoir suscité

plus de haine que d'amour), cet ensemble formé de milliards d'êtres humains interconnectés, guéris de la surconsommation, découvrant enfin l'amour comme une des forces cosmiques fondamentales (au même titre que l'énergie gravitationnelle ou électromagnétique), ce que nous n'avons pas encore été capables de réaliser faute d'instrument de mesure adéquat.

Cette nouvelle donne passe entre autre par l'instauration du revenu d'existence, qui permettra une nouvelle attitude et une liberté plus grande face au pouvoir et au travail, conditions soulignées par Pierre Lehmann, François Iselin et en fait par tous les participants au forum. Ce n'est pas bien sûr «la solution», mais une condition importante. Pas d'impatience donc, mais veillons à mieux cibler notre croissance.

Jean Morier-Genoud

L'UDC a un siècle de retard

Comme en France et dans quelques autres pays, elle est obligatoire, gratuite et laïque. Mais son rôle a changé au cours des dernières dizaines d'années. L'école, dont le but premier est de prodiguer l'instruction et le savoir, est de plus en plus appelée à se substituer aux parents qui n'assument plus leur mission dans le domaine de l'éducation. Les problèmes auxquelles elle est confrontée ou le sera au cours des prochaines années sont nombreux: choix et harmonisation des programmes, augmentation des effectifs des classes, indiscipline des élèves, surmenage des enseignants. Et, pour couronner le tout, voilà que l'UDC fait des propositions qui, si elles étaient acceptées, ramèneraient l'école un siècle en arrière. L'école est-elle en péril aujourd'hui? C'est à cette question que répondent les personnes qui ont accepté d'écrire dans ce forum de *l'essor*. Le débat est lancé. Pour sa part, le comité rédactionnel de *l'essor* est unanime sur deux points: l'école doit être au service des élèves et rester un service public.

Rémy Cosandey

Structures de l'école neuchâteloise: moins d'Etat, disparités assurées

En octobre passé, je prenais ma retraite d'assistant d'inspection scolaire après avoir travaillé pour l'Etat dans 12 communes neuchâteloises au service des enseignants et des élèves de l'école enfantine et primaire. J'assurais cet accompagnement pédagogique des titulaires depuis 1980. Mes trois collègues assistantes d'inspection scolaire assureraient ce même service dans les autres communes du canton, sauf au Locle, à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel où les directions d'écoles s'étaient organisées autrement. Le fonctionnement des assistants d'inspection scolaire, mis en place dans les années 70 par l'inspecteur de l'enseignement spécialisé de l'époque, M. Robert Castella, est spécifique au canton de Neuchâtel, apprécié des usagers et envié par d'autres cantons.

Avec mes collègues du Service de l'enseignement obligatoire, nous pensions que, si des changements devaient intervenir dans les structures de l'école neuchâteloise, ce fonctionnement devait être généralisé à tout l'enseignement obligatoire et rester du ressort de l'Etat: une condition pour assurer l'égalité du traitement des difficultés pédagogiques sur tout le territoire.

Or cette orientation vers une cantonalisation de l'école obligatoire et une plus grande harmonisation des procédures a été rapidement abandonnée par l'actuel conseiller d'Etat libéral-radical en charge de l'éducation, sous la pression des villes qui souhaitaient, comme lui, soustraire à l'Etat ses prérogatives, pour les transférer aux communes.

Par conséquent, les cadres du Service de l'enseignement obligatoire, contraints de changer leur fusil d'épaule en vue d'une régionalisation de l'école, ont préparé à l'attention du Grand Conseil un magnifique rapport de plus de 35 pages, truffé de nombreux organigrammes en couleur. En outre, pour faire passer plus facilement ce changement fondamental des structures de l'école neuchâteloise, le Conseil d'Etat l'a intentionnellement lié aux changements exigés par le concordat HarmoS et la Convention scolaire romande (harmonisation de l'école aux niveaux suisse et romand).

Dans sa séance du 25 janvier 2011, le législatif cantonal adoptait par 100 voix contre 3, le changement des structures de l'école neuchâteloise: belle victoire de la droite qui a su séduire la gauche pour transférer aux communes, le pouvoir de l'Etat sur l'école. Quelles conséquences?

- Une disparité certaine entre les centres régionaux; alors qu'elle ne touchait que l'école secondaire, elle va s'étendre dorénavant à ce qui était l'école enfantine et primaire.
- Les responsables cantonaux de l'éducation devront faire «profil bas» face aux plus de 40 directeurs de secteur ou directeurs adjoints des centres scolaires régionaux. Le Service de l'enseignement obligatoire va devenir un simple organe d'enregistrement et de suggestion. Et le canton aura perdu toute possibilité d'imposer des orientations pédagogiques communes à toutes les écoles.

- La multiplication des directeurs (le législatif cantonal en a demandé encore plus) va mobiliser beaucoup d'argent pour assurer des hauts salaires plutôt que pour augmenter l'aide aux enseignants et aux élèves en difficulté.
- On complique la tâche des syndicats: souvent ils s'adressaient auparavant à un seul interlocuteur. Or ce changement multiplie les fronts (7 cercles scolaires prévus, 12 centres scolaires régionaux). Et les enseignants auront, dans un avenir relativement proche, un grand besoin de leurs associations de défense face aux exigences toujours plus grandes des parents, à l'augmentation des effectifs et des classes à plusieurs niveaux, aux souhaits d'une intégration plus généreuse, au renforcement de l'encadrement et du contrôle.

Si ces conséquences négatives se concrétisent, une fois les changements de structures réalisés, elles auront au moins l'avantage de multiplier les protestations des professionnels et de la population; ainsi permettront-elles peut-être, à moyen terme, de revenir à une cantonalisation de l'école neuchâteloise et à une plus grande harmonisation des conditions scolaires pour les enseignants et leurs élèves.

Jean-Claude Jeanneret
Assistant d'inspection scolaire jusqu'à
fin septembre 2010

Pour une école logique

«[L'école] cultive ce qu'il y a d'antirationalnel dans la nature de l'homme. Elle punit froidement la spontanéité et l'invention. Elle dénature le sens de la liberté. Elle détruit tout ce qui permet d'échapper à la mécanique. Bref, elle perpétue ce manque d'imagination dont les conséquences seront matériellement catastrophiques pour peu que cela continue». Denis de Rougemont, *Les méfaits de l'Instruction publique 1929 aggravés d'une Suite des Méfaits 1972*, Eureka, Lausanne, 1972, p. 57.

Comme il faudra du temps pour adapter l'enseignement scolaire aux chambardements que les futurs enfants et adolescents auront à affronter, autant y penser tout de suite. «Protéger les générations futures», c'était le vœu pieux de ceux qui voudraient leur épargner les ravages du productivisme. Mais les ravages sont déjà là et la jeune génération, qui supporte déjà le chaos légué par leurs aînés, vivront dans un monde fort différent que celui que nous connaissons. Il n'y qu'à voir la détresse alimentaire, sanitaire, éducative et existentielle que subissent des milliards de jeunes dans le monde. Et ce n'est qu'un début: il reste encore quelques barils de pétrole, des enceintes nucléaires non fissurés, des terres cultivables et irriguées, des saisons clémentes... et des pays nantis où aller subsister.

Nous entrerons dans une ère nouvelle marquée par les effets de la dérive matérialiste du monde «occidental». Son dédain de l'Autre et son mépris de la Planète l'a corrompu et avec lui l'humanité entière. «*En voulant singer la nature, nous devenons des primates!*». Les enfants de l'ère post productiviste devront non seulement survivre à la déroute de leurs aînés, mais encore en réparer les dégâts. Le meilleur service à leur rendre est de tenter de les y préparer. Il ne s'agit plus de forcer les écoliers à glaner nos sacs en plastique dans les biotopes à crapauds en jouant aux éboueurs, mais de les encourager fortement à assaillir toute mafia polluée. Il ne s'agit plus de leur faire admirer ce qui reste de

la nature sauvage des «Ecoles à la montagne» mais de les inviter à parcourir les anciens pâturages plantés de tours à lits froids, de canons à neige et d'hôtels de luxe où ils n'iront jamais. Il ne s'agit plus de leur bourrer le crâne du bêtisier des programmes scolaires, mais de les inviter à s'en méfier et créer le leur propre. Ainsi, ils réapprendront à railler, rire et rêver. Quelques pistes:

Comprendre. L'échec du productivisme industriel et le retour obligé à un mode de production fondé sur l'élevage de la nature leur sera difficile à expliquer et justifier. Déjà l'enfant n'admet plus qu'on le prive de vacances exotiques, de 3 à 4 heures quotidiennes d'échanges virtuels (TV, Internet, I-Pod, etc.) et plus tard, d'une voiture, d'une villa avec «clim» et jacuzzi. Il faudra donc leur expliquer non seulement l'urgence de se débarrasser des camisoles de forces que le marché leur impose, mais de leur intérêt existentiel de rompre avec le matérialisme stérile et abêtissant.

Communiquer. L'heureux brassage des jeunes venant de tous les coins de la planète rendra indispensable qu'ils puissent s'entretenir. Ceci sans les contraindre nullement à abandonner leurs idiomes, dialectes ou patois au profit du charabia dominant, l'Anglo-yankee que ne pratique d'ailleurs que 5% des humains! Pour s'affranchir de la dictature des langues officielles dominantes, un «espéranto des signes» conviendrait à merveille. Gestes, postures, grimaces en diront davantage que leurs seules cordes vocales. Son apprentissage – plus prompt et amusant que nos six années d'allemand! – sera une véritable «récré» qui les rapprochera davantage. Car «Quand les peuples pourront librement se comprendre, ils cesseront de se détester» comme disait l'espérantiste Zamenhof.

Créer. Car le monde sera à reconstruire sur les décombres d'un siècle de saccages, gaspillages et destructions. Ce chantier planétaire pharaonique ne pourra être que col-

lectif, créatif et ludique. Pour cela il faudra réapprendre à imaginer, inventer et créer et donc que les jeunes s'affranchissent de leur dépendance aux rites consuméristes que leur ont imposées leurs ancêtres. Il faudra tout d'abord réapprendre à produire ce dont la nature et ses habitants ont besoin. Faire un feu, réparer un appareil, tailler une vigne, planter du blé, conduire un troupeau... deviendront indispensables à la survie car les marchés se videront de la plupart de leurs produits devenus irréalisables, intransportables et périssables, faute d'énergie fossile. Il faudra se satisfaire de ce monde rural que repeuplera un gigantesque exode urbain.

Les démiurges productivistes qui par vanité voulaient se passer de la nature en la plagiant seront jetés dans leurs poubelles industrielles. La nature mortifiée prendra le dessus, on ne la vénérera plus comme les anciens le faisaient, mais on la soignera comme sa sève, son sang et sa propre chair. Ainsi, notre *Terre-mère, Gaïa ou Pacha Mama*, retrouvera, avec l'homme intégral, sa dignité perdue, son inépuisable pouvoir réparateur, créateur et procréateur.

Le préalable à ce «retour en avant», cette renaissance d'une humanité redevenue humaine est que tous les aînés que nous sommes encore débarrassent la terre de ses misérables destructeurs de biens, saboteurs d'espoirs et torpilleurs de paix. C'est là que se joue l'avenir du monde, cet avenir possible, car malgré ses désastres, le court XX^e siècle a apporté indirectement suffisamment de connaissances scientifiques et techniques pour que, au bord de l'abîme, le dos au mur, le couteau sous la gorge, il soit encore possible d'espérer.

François Iselin

L'école: plus solide que jamais

«L'école en péril»: le thème du forum ouvert par *l'essor* mériterait au moins un point d'interrogation (ndlr: nous l'avons ajouté car la remarque de Mme Lyon est pertinente). Les inquiétudes à l'égard de l'efficacité de la formation datent de l'Antiquité, comme le rappelaient les sociologues Baudelot et Establet dans un ouvrage un peu polémique: «Le niveau monte», il y a plus de dix ans déjà.

Le savoir est de beaucoup la portion la plus considérable du bonheur.

Sophocle (extrait d'*Antigone*)

Les affirmations selon lesquelles les parents n'assureraient plus leur mission éducative et les élèves se montreraient de plus en plus indisciplinés et violents, au point de mettre l'école en péril, sont récurrentes. Elles se fondent souvent sur de vagues souvenirs d'enfance, édulcorés par la distance qui sépare chacun de nous de ses premières années scolaires. A l'époque, l'autorité s'exerçait sans doute avec davantage de vigilance et les jeunes étaient plus enclins à suivre les consignes que leur dictaient les adultes, par nécessité plutôt que par choix délibéré.

L'école, en tant qu'institution, n'est pas plus en péril aujourd'hui qu'elle l'était autrefois. Si les parents sont plus inquiets qu'avant, ce n'est pas quant à l'avenir de l'école mais bien quant à celui de leurs enfants. La société attache de plus en plus d'importance aux compétences acquises en cours de formation et aux titres obtenus. Les emplois offerts sont toujours plus exigeants et la concurrence toujours plus vive entre celles et ceux qui voudraient les décrocher. Le niveau de formation est devenu l'indicateur le plus fréquemment utilisé pour estimer le capital humain nécessaire à un pays afin de couvrir ses besoins en matière de personnel qualifié.

En 2006, la Conférence des directeurs de l'instruction publique

(CDIP) s'est fixé un objectif ambitieux: d'ici 2015, 95% des jeunes devraient bénéficier d'un titre du degré Secondaire II (CFC, certificat d'une école de culture générale ou de commerce, certificat de maturité). A ce jour, cette proportion n'est encore que de 90% en moyenne suisse. Elle est encore inférieure à cette moyenne dans de nombreux cantons.

En 2009, les Académies suisses des sciences se sont fixé elles aussi un objectif ambitieux: en 2030, 70% des jeunes devraient être diplômés de l'enseignement supérieur (universités, écoles polytechniques, hautes écoles de formation professionnelle supérieure). Ces formations sont en hausse constante dans la population, tant en raison de l'immigration de personnes très qualifiées que de l'offre croissante des hautes écoles spécialisées (HES).

Dans le même temps, le nombre de jeunes qui quittent l'école sans avoir acquis une formation professionnelle se réduit constamment. La difficile question de l'intégration des enfants et adolescents immigrés demeure cependant préoccupante. Leur nombre s'est accru au cours de ces dernières décennies et l'école peine parfois à leur offrir les conditions nécessaires à leur réussite.

Une fortune est plus à l'abri dans une tête que dans un sac.

Félix Leclerc

Du côté des parents, la diminution du taux de natalité a permis de compenser la réduction générale du temps disponible. Le pourcentage des femmes qui exercent un métier à l'extérieur de leur foyer a considérablement augmenté, ce qui contraint à recourir à des solutions de prise en charge des enfants hors de la famille élargie, tout particulièrement dans les agglomérations urbaines. De nouvelles places d'accueil sont en train de s'ouvrir un peu partout. La pression morale

exercée autrefois sur les mères qui optaient pour l'exercice d'un métier a pratiquement disparu, ce qui leur permet d'organiser leur vie professionnelle et familiale avec davantage de souplesse.

Dans «connaître», il y a «naître».

Victor Hugo

Evidemment, cette évolution n'a pas permis d'éradiquer toute délinquance et toute indiscipline à l'école. En se démocratisant, la société a offert davantage d'espaces de libertés et a intensifié le droit à l'expression. Les nouvelles technologies et les incitations à consommation ont élargi le champ des possibles. Or, quand tout devient possible, il faut apprendre à résister, à se frustrer, à renoncer, exigences nécessaires à tout apprentissage scolaire. Les parents ont parfois le sentiment de voir leur progéniture s'enfermer dans un monde qui leur est étranger. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils négligent leur mission éducative, mais plutôt que celle-ci leur échappe parfois, sans qu'ils sachent bien comment s'y prendre. Pour la première fois, certains enfants en savent plus que les adultes de leur entourage dans certains domaines, ce qui tend à miner l'autorité parentale.

Est-ce une raison pour craindre que l'école soit «en péril»? Je ne le pense pas. Au contraire. L'école reste et doit rester plus que jamais ce creuset où les jeunes apprennent non seulement les connaissances et les compétences qui leur seront utiles dans la vie, mais ce lieu où s'exercent la socialisation et la citoyenneté dont ils auront plus tard le plus grand besoin.

Anne-Catherine Lyon
Cheffe du Département de la Formation, de la Jeunesse et de la Culture (DFJC) – Vaud

Johann Heinrich Pestalozzi (1746 – 1827)

On peut figurer sur un billet de banque, sur des timbres, sur des médailles, avoir donné son nom à des rues, des places, des institutions, des écoles, des villages, des associations, des fondations, des bibliothèques... et pourtant être très mal connu! Qui est donc Johann Heinrich Pestalozzi?

Né le 12 janvier 1746 à Zurich, Pestalozzi devient orphelin de père à 5 ans et demi. Son enfance est marquée par sa mère, femme aimante et dévouée, et par une servante fidèle. Jeune homme, il entreprend des études de théologie, est influencé par les idées de J.-J. Rousseau. Il ne réussira pas ses études et commence une formation agricole. Il se marie avec une jeune fille cultivée, Anna Schulthess et, en 1770, naît leur fils unique, Hans Jakob, qui sera élevé selon les principes de l'Emile de Rousseau. Ses activités agricoles ne sont pas couronnées de succès et Anna et Pestalozzi accueillent, dans leur maison à Neuhof, des enfants pauvres et abandonnés. Ils les éduquent, les nourrissent, les instruisent, leur apprennent à travailler. Cette première expérience éducative durera 7 ans mais se termine faute de moyens financiers. Pestalozzi se lance alors dans l'écriture et toute sa vie, il va écrire. Ses ouvrages sont répertoriés dans 29 volumes d'œuvres et 14 volumes de lettres. Dans tous ses écrits apparaît l'idée forte que «l'éducation est le seul remède pour sortir de la pauvreté».

Après le passage des armées napoléoniennes au centre de la Suisse, Pestalozzi est sollicité par le Gouvernement pour s'occuper des enfants meurtris de Stans; il s'y rend et accueille une soixantaine d'enfants malades, blessés, affamés, dans une annexe de couvent. Ils sont nourris, soignés, éduqués, instruits par Pestalozzi mais, six mois plus tard, Pestalozzi est prié de quitter Stans car la guerre est finie. Il écrira alors sa célèbre «Lettre de Stans» qui contient les prémices de son engagement éducatif et décide de devenir maître d'école. A Burgdorf, il trouve une classe, une petite école populaire qu'il va conduire pendant une année puis, à la demande des autorités de la ville, s'installe au Château et fonde un institut, expérience qui durera trois ans. Il est très affecté par la mort de son fils, âgé de 31 ans seulement. Il doit quitter Burgdorf.

C'est alors qu'en février 1804 il reçoit des autorités de la ville d'Yverdon une invitation pour venir s'y établir. Pestalozzi accepte, arrive à Yverdon en automne 1804 et installe son institut pour garçons dans le Château dès le printemps 1805. Rapidement, celui-ci devient célèbre. Il accueille des garçons de 7 à 15 ans, Yverdonnois, Suisses, étrangers de Russie, Pologne, Allemagne, France, Angleterre, Espagne, Italie... enfants de religion catholique, juive, protestante, de langues différentes, de milieux différents, des enfants riches et des enfants pauvres, dans une grande communauté fraternelle. Un visiteur éminent a déclaré que cet institut était une «Université de l'enfance dédiée à la culture de l'homme».

Pestalozzi n'y enseigne pas. Il en est «l'éveilleur». Cet institut jouit, peu après sa création, d'une renommée eu-

ropéenne. En 1806, Pestalozzi ouvre un deuxième institut, pour les jeunes filles cette fois. Là aussi, l'enseignement est remarquable, très novateur pour l'époque. Un troisième institut voit le jour en 1813 pour les enfants sourds, le premier de ce genre en Suisse. On y applique, comme dans les deux autres, les principes pédagogiques de Pestalozzi. En 1818, quatrième école: la maison des enfants pauvres à Clendy, un quartier d'Yverdon. Pestalozzi y accueille des garçons et des filles ayant réussi leur cursus scolaire et qui seront formés pour être enseignants à la campagne. Hélas, cet institut ne durera qu'un an, pour des raisons financières et administratives. Pestalozzi, vieillissant, rencontre des difficultés grandissantes. En 1825 – il a 79 ans – il ferme l'institut des garçons, quitte Yverdon et retourne dans sa maison du Neuhof où il mourra le 17 février 1827. Il sera enterré à Birr et, selon son désir, contre le mur de l'école. Les deux instituts, celui des filles et celui des enfants sourds, devenus indépendants, continueront leur accueil et leurs fonctions.

Que se passait-il dans ces instituts pour que leur renommée se répande à travers l'Europe? Il faut bien le répéter, Pestalozzi n'a jamais écrit sa méthode, car il refusait de donner des «recettes». Sa méthode transparait au travers de ses œuvres et par les souvenirs rapportés par ses élèves et ses maîtres.

Du point de vue relationnel, il y avait une grande tolérance entre les élèves, les maîtres, le personnel de l'institut – et chacun étant mis sur un pied d'égalité, cela impliquait un esprit de justice et de respect.

Du point de vue scolaire, une grande ouverture d'esprit: chacun doit sans cesse compléter ses connaissances, autant les maîtres que les élèves. Chaque élève travaille à son propre développement tout en respectant les autres. Pestalozzi désire que «chacun se fasse œuvre de lui-même». Ni notes, ni prix, ni punitions.

Tout apprentissage doit aller: du facile au difficile – du simple au composé – des idées concrètes aux idées abstraites – des idées particulières aux idées générales. Tout apprentissage passe par les sens et doit rester ancré dans le vécu. Il faut solliciter le désir de savoir, l'action, l'initiation, la création, l'autonomie.

On peut résumer par: Tête – Cœur – Main – c'est-à-dire: le savoir, le savoir-être, le savoir-faire – et Pestalozzi de préciser que ces trois savoirs doivent être développés de manière équilibrée pour que l'être le soit aussi.

Sur le monument édifié à Yverdon en 1890, on lit: «J'ai vécu moi-même comme un mendiant pour apprendre à des mendiants à vivre comme des hommes».

Françoise Waridel
Membre fondateur et ancienne présidente du Centre de documentation et de recherches Pestalozzi

Buts et conséquences de l'école

Le thème de ce forum est «L'école en péril?». Mais qu'est-ce qui est en péril? L'institution ou ce qu'elle est censée réaliser?

Il est très généralement admis que le but de l'école est l'instruction et, dans une certaine mesure, l'éducation. Il n'est cependant pas évident que l'école soit une nécessité pour cela. Ivan Illich, un des philosophes marquants du XX^e siècle, a déclaré dans un entretien avec David Cayley: *«Je n'ai jamais pris l'école au sérieux. En fait j'ai acquis presque toutes mes connaissances en dehors de l'école»* (Entretiens avec Ivan Illich, Bellarmin, 1996). Illich connaissait beaucoup de langues, avait une très vaste culture et des connaissances très étendues. Il n'était pas opposé à l'école, mais à l'école obligatoire. Il souhaitait qu'on sépare l'école de l'Etat, un peu comme on avait séparé l'Eglise de l'Etat, laissant entendre que la scolarisation était devenue une nouvelle forme de religion obligatoire.

L'éducation passe avant l'instruction: elle fonde l'homme.

Saint-Exupéry

Dans la mesure où l'éducation est, ou devrait être, la responsabilité des parents, le but premier de l'école est de transmettre des connaissances. Mais quelles connaissances? Qui décide du programme scolaire et en fonction de quels critères? Du fait que l'école prépare aussi les jeunes à entrer dans ce que l'on appelle le monde du travail, l'activité économique du moment va influencer les choix. L'école va donc participer à la transformation de l'être humain en «ressource humaine», nécessaire avec d'autres soi-disant ressources à la croissance économique, laquelle est aujourd'hui l'objectif premier des pouvoirs politiques et économiques.

L'école, et en particulier l'école obligatoire, est une conséquence de

l'Etat. Dans les sociétés dites primitives et plus généralement les sociétés comprenant un petit nombre de personnes comme les tribus qui existent encore dans différentes parties du monde, ou même des villages ou des quartiers de certaines grandes villes, voire simplement des voisinages, les enfants sont élevés par la famille et la société et apprennent ce qui est nécessaire pour se procurer les nécessités fondamentales et pour vivre en groupe sans laisser les antagonismes dégénérer en violence. La vie en commun et le fait de connaître les gens avec lesquels on vit favorisent la convivialité, les liaisons d'amitié, la collaboration. Les relations et langages

Si les écoles cessaient d'être obligatoires, quels élèves resterait-il au professeur qui fonde tout son enseignement sur l'autorité qu'il exerce?

Ivan Illich,
Une société sans école

propres à ce type de collectivités sont ce qu'Illich entendait par le terme «vernaculaire» (du latin vernaculus, indigène). Dans une société de type vernaculaire, il est inconcevable de considérer les gens comme des ressources humaines.

Dans le monde actuel, la concurrence et la compétition sont les règles du jeu parce que considérées comme nécessaires à la croissance économique. Cela n'encourage pas la convivialité. Dans la mesure où l'école sert aussi à transmettre ces règles et crée des hiérarchies de compétence, elle favorise cette tendance vers la loi du plus fort ou du plus malin. Cela aboutit à une société éclatée avec d'un côté une caste de gens réputés supérieurs – ce qu'ils ne sont pas – avec des salaires indécents (par exemple le directeur de Novartis qui empoche des millions par année) et de l'autre une masse de travailleurs payés le plus mal possible et maintenus tranquilles par la peur de perdre leur emploi. L'école devrait être un lieu

de convivialité pour que les jeunes réalisent les risques que comporte une société à deux vitesses. La concurrence et la compétition ne sont pas porteuses d'un avenir heureux pour tous.

Il n'en reste pas moins que le but premier de l'école est l'enseignement et il faut qu'il soit assuré avec compétence, de manière à stimuler l'intérêt des jeunes et leur ouvrir des perspectives d'activité future qui les motivent. Cela suppose des enseignants enthousiastes et bien formés. La qualité de l'école résulte à mon avis plus de celle du corps enseignant que du programme des cours avec lequel l'instituteur ou le professeur devrait pouvoir prendre des libertés suivant l'intérêt manifesté par les élèves.

De toutes les écoles que j'ai fréquentées, c'est l'école buissonnière qui m'a paru la meilleure.

Anatole France

Pour que l'enseignant puisse faire son travail, il ne devrait pas être confronté à trop de problèmes de discipline, ce qui suppose que les élèves aient reçu chez eux un minimum d'éducation. Il semble que cela fasse souvent défaut aujourd'hui, les enfants étant laissés trop vite à eux-mêmes, d'où apparition de bandes rivales et de violences. Il s'agit d'un problème de société lié par exemple au fait que les deux parents travaillent ou que la mère doit élever seule ses enfants. L'impératif incontournable de gagner de l'argent, donc de contribuer à la croissance économique, aboutit à une société incapable d'assurer le comportement homotélique (ayant le même but) spontané de ses membres et donc son équilibre et sa viabilité. L'école peut dans une certaine mesure corriger cette tendance, à condition qu'enseignants et parents se soutiennent et partagent le but de créer une société conviviale.

Pierre Lehmann

Le paradoxe de l'enfant à haut potentiel

Le phénomène haut potentiel est encore globalement perçu comme «un plus», fait de facilités et de compétences intellectuelles. Il est difficile de concevoir qu'une efficacité puisse pénaliser quelqu'un dans ses apprentissages et ses relations sociales. Et pourtant... On estime que seul un tiers des enfants à haut potentiel a de très bons résultats scolaires. Un autre tiers obtient des résultats moyens et le troisième se trouve à un moment ou l'autre en échec scolaire.

Il y a plusieurs causes possibles à cette situation d'échec. En voici une liste non exhaustive...

L'incapacité à fournir un effort

Ce qui fait qu'un élève développe efficacement ses capacités ne dépend pas du seul facteur cognitif. La motivation ainsi que la capacité à fournir un effort sont des éléments essentiels. Les enfants à hp se trouvent pénalisés sur ce plan puisqu'ils atteignent rarement la zone d'effort. De ce fait, ils ne développent pas de technique de travail et surtout ne réalisent pas qu'il y a une réelle différence entre comprendre et savoir. *Le danger*: ils peuvent perdre pied au moment où comprendre ne suffit plus, par exemple quand il s'agit d'apprendre des listes de vocabulaire.

Un raisonnement différent

L'enfant à hp a une approche intuitive des savoirs; c'est-à-dire qu'elle ne s'appuie pas sur une démarche construite, posée, apprise. Sa pensée est immédiate. Quand l'enfant fait appel à sa capacité de raisonnement, c'est sur la base de critères qui lui sont propres, ce qui le met en porte-à-faux avec les règles logiques conventionnelles, admises communément et enseignées au sein de l'école. *Le danger*: l'enfant n'arrive pas à suivre la consigne, ne peut pas expliquer comment il a trouvé la réponse, cherche midi à quatorze heures...

Un extraterrestre ?

Selon la façon dont se manifestent ses capacités intuitives, l'enfant peut parfois se trouver en grande difficulté scolaire dès son plus jeune âge, car

il se trouve piégé par une pensée qu'il ne contrôle pas. De multiples blocages face aux apprentissages peuvent être observés, souvent incompréhensibles pour l'entourage, y compris des professionnels de l'éducation et de la santé. Compte tenu de ses capacités, il y a un risque concret que l'enfant se replie et développe des stratégies de défenses extrêmement efficaces le mettant en échec ainsi que tout le dispositif l'entourant.

«Le bonheur, au fond, n'est rien d'autre qu'exploiter ses capacités à cent pour cent.»

Mihaly Csikszentmihalyi

La démotivation

Le cerveau de l'enfant à hp tourne à toute vitesse. Fixer son attention sur une tâche répétitive peut représenter pour lui une véritable difficulté. Il y parviendra d'autant mieux qu'il comprend le sens à long terme de l'exercice. *Le danger*: s'il ne perçoit pas de sens, l'enfant peut désinvestir les apprentissages scolaires. Parfois subrepticement, malgré tous ses efforts. Parfois carrément, en refusant simplement d'effectuer les tâches demandées.

L'imitation

Ce manque de sens peut également provoquer des malentendus. En arrivant à l'école, un enfant à hp peut mettre toutes ses capacités à correspondre aux attentes de l'enseignant. *Le danger*: s'il ne comprend pas le but des exercices proposés, il peut s'appliquer à imiter les difficultés de ses camarades, dans des tâches qu'il maîtrise pourtant parfaitement. Imaginons un enfant à hp qui a appris à lire avant l'école primaire et qui est déjà mordu de romans de la Bibliothèque rose. Pourtant, en arrivant en première primaire, il voit ses camarades qui déchiffrent des syllabes avec peine, et l'enseignant qui les félicite. Il peut arriver qu'il ne fasse pas le lien avec la lecture telle qu'il la connaît, et qu'il s'applique à imiter leurs balbutiements, dans le seul but d'être félicité lui aussi.

Une trop grande adaptation

Cette grande capacité à correspondre aux attentes, un autre enfant hp va l'appliquer à ses pairs: tous ses efforts vont lui servir à s'adapter au groupe, à se fondre dans la masse. *Le danger*: il va limiter intentionnellement ses résultats, rajouter des fautes, se forger une sorte de fausse identité.

Les troubles associés

Le haut potentiel peut être accompagné de n'importe quel trouble de l'apprentissage: dyslexie, dysphasie, déficit d'attention... *Le danger*: les difficultés rencontrées par l'enfant empêchent de reconnaître son haut potentiel, et inversement, son haut potentiel lui permet de compenser son trouble de l'apprentissage. Ces difficultés masquées rendent tout diagnostique difficile.

Il n'est pas simple de répondre aux besoins spécifiques des élèves à hp, car même s'ils ont en commun ce mode de fonctionnement cérébral, leur manière de le vivre est propre à chacun.

Les enfants à hp sont pour l'école comme «un petit caillou dans une chaussure», un corps étranger parfois gênant mais dont on s'accommode.

Il existe encore de nombreux aspects méconnus du monde hp, même pour les enseignants. Intégrer l'enfant à hp dans le cadre scolaire, c'est aussi accepter qu'il fonctionne différemment et que parfois ses différences demandent des ajustements et des appuis comme n'importe quelle autre spécificité.

Un système scolaire qui se poserait vraiment la question de l'intégration harmonieuse de tous les élèves devrait prendre en considération que certaines difficultés rencontrées par un élève peuvent relever d'éventuels hauts potentiels. Il reste encore du chemin à faire afin de sortir des préjugés et de donner aux enseignants les moyens de dépister à temps ces élèves particuliers.

Collectif HP
www.collectif-hp.ch

Ecole ou société en péril?

Si je regarde l'école actuelle du point de vue de sa mission de base, c'est-à-dire apprendre à lire, écrire, calculer et s'exprimer oralement, je ne pense pas que l'école soit en péril, car les enseignants remplissent leur mission au mieux de ce qu'ils peuvent dans les circonstances actuelles. Par contre, si je considère les attentes que notre société a envers l'école, je pense qu'il existe un véritable péril pour notre école publique et les personnes qui la vivent au quotidien!

Il y a longtemps

L'école que j'ai connue il y a 40 ans, s'efforçait de délivrer une culture générale la plus large possible. Il était reconnu que cette acquisition sous forme de connaissances étendues nous permettrait de trouver aisément notre place dans la société selon un choix de formation personnalisée. Mai 68 venait de passer par là, il soufflait un vent d'humanisme et de découvertes pédagogiques sans précédent. Un enseignement différencié respectant l'individu dans son intégrité apparaissait doucement dans le paysage scolaire... Avec quelques réformes à la clef!

Entre culture générale et rentabilité

Aujourd'hui, les conditions de la société ont changé. La culture générale ne représente plus le «sésame» qui ouvrira les portes de la formation professionnelle. L'école obligatoire doit répondre à une future insertion professionnelle de l'élève. C'est le règne d'une société basée sur une économie de croissance et de rentabilité dans laquelle l'être humain a peu de choix et peu de place. Le profil idéal pour le monde économique est un jeune aux compétences multiples, performant, responsable, adaptable et si possible poli et ponctuel. Tout sauf un adolescent actuel!

La pression est si forte qu'elle s'exerce jusqu'à l'Université. Les chaires de commerce, d'économie, de gestion, de sciences politiques ont le vent en poupe au détriment des chaires de lettres, de philosophie, de sciences humaines et sociales. Tout ce qui sert une économie compétitive est largement valorisé par les politiciens, car la santé des portemonnaie cantonaux en dépend.

Les parents pris dans la tourmente

Les parents sont pris en tenaille entre le désir de trouver un métier au travers duquel leur enfant s'épanouisse selon son propre choix et la nécessité d'un métier pour lequel une place de travail existe sur le marché de l'emploi. Pour l'enfant aux compétences scolaires étendues, le choix de formation est très large, mais pour l'enfant aux compétences scolaires restreintes, le choix est très limité... Que dire à cette jeune femme allophone au chômage en possession d'un CFC de gestionnaire en intendance, mais qui n'aime pas son métier et qui désire se réorienter dans le domaine des soins, lorsqu'elle me demande comment trouver 5000 francs pour payer une nouvelle formation de six mois en école? Les bourses lui sont refusées, car elle a déjà une formation et le chômage refuse également pour la même raison... Donc, faire le bon choix dès le départ est capital!

Moins il y a de possibilité de choix de formation à la sortie de la scolarité obligatoire, plus la pression augmente de la part des parents sur l'école en vue d'obtenir de meilleurs résultats scolaires. Or, moins il y a d'argent investi dans l'école, plus les effectifs de classe augmentent, moins il y a d'encadrement de la part des enseignants et moins il y a de chance de réussite pour les élèves. Voilà la porte ouverte pour les écoles privées, car elles offrent ce que l'école publique n'est plus en mesure de dispenser et je ne pourrais blâmer les parents qui font ce choix même si je défends depuis dix ans une école publique de qualité.

L'UDC a trouvé le truc!

A l'heure où le peuple suisse a décidé une harmonisation de notre système éducatif (HarmoS), l'UDC trouve cela peu compétitif et nous propose un raccourci exemplaire sous forme de déclaration populiste et réductrice sur l'éducation: les meilleurs élèves suivent l'école publique avec un système de sélection intensif et les autres, c'est-à-dire tous ceux qui ont des difficultés ou des handicaps, on les renvoie à la maison, et que leurs parents s'en occupent! Ah, j'oubliais... Les enfants étrangers, on les renvoie dans leur pays et on garde leurs parents pour faire les boulots que les Suisses ne veulent pas faire... Voilà, c'est simple et ça ne coûte pas cher!

Entre financement public et intérêt privé: un équilibre délicat

Sous le jeu des pressions politique, économique et des intérêts privés, l'école a de la peine à maintenir un équilibre entre épanouissement de l'individu et intérêts sociétaux. Les enseignants tentent déjà actuellement de reformuler quelques valeurs pour résister à la tendance générale vers une formation sélective à deux vitesses, mais je doute fort qu'ils arrivent à maintenir le cap. Les jeunes enseignants deviendront à leur tour de futurs parents pris dans les mêmes conflits d'intérêts. Feront-ils alors un choix différent?

Attentes des parents

L'école, c'est le temps privilégié des apprentissages et les parents attendent qu'elle accompagne leur enfant au maximum de ses compétences dans une collaboration et une interactivité permanente. Il ne s'agit pas de pré-formater nos enfants dans une optique de formation scolaire pro économique, mais plutôt de suivre le développement de l'enfant vers une bonne confiance en soi et une conscience de ses compétences individuelles. Ce sera ensuite le rôle des entreprises et des écoles subséquentes de former pour un métier donné. Nos enfants ne sont pas matures à la sortie de la scolarité obligatoire, ils continuent de grandir... Merci de ne pas l'oublier!

Judith Vuagniaux,
présidente FAPEN *

*Fédération des Associations de Parents d'Elèves du canton de Neuchâtel

Effrayant retour en arrière: la traque aux enfants clandestins, pour débusquer les sans-papiers

Le Conseil fédéral est en train d'examiner une nouvelle mesure pour débusquer les sans-papiers. Il s'agirait d'obliger les enseignants à dénoncer les élèves clandestins dans leurs classes afin de remonter jusqu'à leurs parents. La chasse aux sans-papiers se fera-t-elle bientôt sur le dos des enfants? Les autorités fédérales veulent serrer la vis aux étrangers qui séjournent illégalement en Suisse. Parmi les pistes explorées figure l'obligation pour les écoles de signaler la présence d'élèves sans papiers aux autorités compétentes en matière d'asile.

Le Département fédéral de justice et police a jusqu'à fin 2011 pour ficeler un rapport sur le sujet. «*Il s'agit de faciliter l'application des lois sur l'asile et les étrangers grâce à une meilleure circulation de l'information*», explique Dieter Biedermann, de l'Office fédéral de la justice (OFJ). Et d'affirmer encore publiquement: «*Cette proposition ne vient pas de l'administration, mais fait suite à une procédure de rapport au sein du Conseil fédéral*».

La proposition d'inciter les enseignants à la délation vient sans aucun doute du seul UDC du gouvernement, Ueli Maurer. L'UDC engage ainsi une attaque systématique contre l'école sur des thèmes qui lui sont chers, notamment sur l'immigration, en thématissant depuis plusieurs mois les conditions cadres de l'école. Dans un communiqué de presse paru le 20 décembre 2010, ce parti affiche nettement son rigorisme en matière d'immigration illégale. La chasse aux sans-papiers figure en bonne place dans son nouveau programme politique. Les partis du camp bourgeois ne sont d'ailleurs pas en reste. Les libéraux-radicaux proposent aussi de fermer davantage le robinet de l'immigration.

La scolarisation des enfants sans-papiers, un acquis en Suisse

Le droit à l'éducation pour tous les enfants a été conquis en Suisse à la suite de longues luttes: il a fallu près de dix ans dans les années 70-80 pour

que les cantons suisses dans leur ensemble acceptent la scolarisation de tous les enfants. En 1989, les secrétaires généraux de tous les départements de l'instruction publique étudiaient le principe d'admettre que tous les enfants en Suisse seraient scolarisés et que les cantons sur ce point se conformeraient à la Charte internationale des droits de l'enfant. En 1991, le 24 octobre, à la suite de nombreuses mobilisations d'associations d'enseignants, de centres de contact Suisses-immigrés, de fonctionnaires de l'éducation et d'élus, la CDIP (Conférence suisse des chefs de Département de la formation) réaffirmait dans son point 1 «*le principe selon lequel il importe d'intégrer tous les enfants de langue étrangère vivant en Suisse dans les écoles publiques en évitant toute discrimination*».

Un étranger, c'est un ami que l'on n'a pas encore rencontré.

Dicton irlandais

Dans *Le Temps* du 18 janvier 2011, Christiane Perregaux, ex-présidente du Centre de contact Suisses-immigrés à Genève, rappelle la longue lutte pour conquérir ce droit: «*Combien de fois n'ai-je pas servi avec passion cette lutte exemplaire à laquelle avait finalement adhéré une partie de la population, sensible à la situation de ces enfants, ainsi que le pouvoir politique? Dans les années 80, personne n'avait de solution et il a fallu étudier les chartes, les législations et constitutions cantonales, fédérales et internationales, la jurisprudence d'autres pays, comme les Etats-Unis, où le Texas avait été condamné par la Cour suprême pour ne pas avoir scolarisé les enfants mexicains, et la France où le maire de la commune de Montfermeil et Jacques Chirac, maire de Paris, avaient dû changer leurs procédures d'inscription pour accueillir tous les enfants sans discrimination*».

Christiane Perregaux et Florio Togni

avaient d'ailleurs édité aux Editions Zoé (1989) l'excellent ouvrage «*Enfant cherche école*» qui brisait le silence qui régnait sur un sujet tabou: des enfants vivant en Suisse dans la clandestinité, sans garantie sociale, sans statut, sans école. Ce livre portait d'une question fondamentale: «*Comment se fait-il que les portes de nos écoles publiques soient fermées à certains enfants?*». Il racontait aussi l'aventure de la Petite Ecole, lieu d'accueil pour enfants clandestins à Genève.

On se lasse de tout, excepté d'apprendre.

Virgile, 1^{er} s. av. J.-C.

Quelques milliers d'enfants concernés

En Suisse, on estime le nombre de sans-papiers entre 100'000 et 300'000. Par déduction, le nombre d'enfants concernés pourrait s'élever à environ une dizaine de milliers. Neuchâtel recense environ 80 cas par an. Le canton le sait car il rembourse les frais de scolarité aux communes scolarisant des enfants de parents clandestins, soit 250 francs par élève et par an. Des données qui ne sont en aucun cas utilisées pour déloger les parents.

A Lausanne, l'administration communale avait fait sienne l'intégration des enfants clandestins. Dès les années 80, ils étaient admis sans poursuite administrative dans les écoles lausannoises. Aujourd'hui, la Ville de Lausanne s'engage encore plus avant pour les sans-papiers, en permettant à des enfants sans statut légal de pouvoir suivre une formation professionnelle.

Acceptée par 57 oui contre 23 non et 4 abstentions, la proposition courageuse d'ouvrir l'apprentissage aux jeunes clandestins a passé le 29 mars 2011 la rampe au Conseil communal. Au plan cantonal, des propositions

suite en page 11

qui vont dans ce sens interpellent les autorités fédérales sur ce sujet. En effet, grâce à l'intervention dans le canton de Vaud de plusieurs organisations syndicales et caritatives, en novembre 2009, le Grand Conseil vaudois a accepté une initiative cantonale demandant l'accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal.

Plusieurs ONG et des syndicats suisses ont mené dans ce cadre, sur la base d'un manifeste, une campagne nationale intitulée «*Aucun enfant n'est illégal*» pour sensibiliser le public sur la situation des enfants sans autorisation de séjour en Suisse. La campagne revendique, entre autres, le droit à la formation post-obligatoire et la régularisation facilitée des enfants et de leur famille.

Réactions des enseignants: désobéissance civile

«S'attaquer aux enfants est ignoble. Ils ne sont pas responsables du statut juridique de leurs parents et ne de-

vraient pas en subir les conséquences», s'indigne le municipal lausannois des écoles Oscar Tosato. «Imaginez le poids qui pèsera sur les épaules d'un enfant si sa famille est expulsée après une dénonciation intervenue dans le cadre de l'école. C'est une véritable catastrophe humaine» (lematin.ch, 4.1.2011).

La notion de délation provoque un tollé chez les enseignants, qui dénoncent un «*effrayant retour en arrière*» et envisagent la désobéissance civile. Plus que tout, certains enseignants craignent que les familles sans-papiers n'osent plus envoyer leurs enfants à l'école. «*Si on oblige les enseignants à dénoncer des enfants, je ne vois qu'une solution: la désobéissance civile!*». Le ton est donné. Georges Pasquier, président du Syndicat des enseignants romands, n'entre pas en matière une seule seconde sur l'idée émanant du Conseil fédéral de passer par les salles de classe pour débusser les élèves sans papiers, et donc leurs parents.

Le syndicat des enseignants romands, conscient des dangers d'une telle dérive, a lancé dans la foulée, en avril 2011, à l'attention des exécutifs cantonaux une pétition plus générale qui a pour titre: tout enfant est éducatif, pour une école publique sans exclusions: <http://www.saen.ch/petitions/>.

Pour conclure, comment se fait-il que le Département de justice et police fasse la loi pour l'éducation de plus de 10'000 enfants en Suisse? Ce glissement extrêmement dangereux met en péril l'accès à l'éducation et n'est plus compatible avec un Etat de droit.

*«Rien n'est donc plus important que de faire comprendre aux Etats qu'ils doivent donner à tout enfant, là où il se trouve, sans discrimination aucune, les moyens nécessaires pour qu'il puisse devenir un acteur responsable de la communauté humaine» (Albert Jaccard, préface du livre *Enfant cherche école*).*

Pierrette Iselin
Retraîtée, ex-enseignante dans les classes d'accueil de Lausanne

Ne préparons pas nos enfants à entrer dans une société qui n'existe plus

L'école en péril? Un questionnaire qui apparaît plutôt abstrait pour l'homme de terrain que je suis. Ce que je vois trop souvent, ce sont des collègues enseignants en grande difficulté professionnelle et personnelle, au bord ou en plein épuisement, parce qu'ils ont la charge dans leurs classes de cinq ou six élèves qui ne sont pas éduqués. Loin de moi l'idée de stigmatiser les parents démissionnaires ou laxistes: la situation est telle qu'elle est et les professionnels de l'enseignement doivent composer avec elle. Mais dans les établissements dans lesquels les équipes de direction, qui peuvent s'appuyer sur des spécialistes avérés en psychologie scolaire ou en assistance sociale, s'occupent des cas d'enfants les plus problématiques, nous voyons un corps enseignant soulagé se concentrant davantage sur ses tâches de transmission des savoirs et de formation de nos chères têtes blondes. Ce cas de figure ne se rencontre pas encore suffisamment dans nos écoles à mon goût: en effet, pas de bonne école sans un corps enseignant

bien dans sa peau et bien formé.

Certains constats pourraient laisser à penser que nous allons droit dans le mur si nous ne refondons pas notre école républicaine et laïque: l'école n'a plus le monopole du savoir, l'hypermédicalisation menace, l'école n'a plus toujours la confiance de la société, l'école tend à devenir un prestataire de service et à perdre sa dimension institutionnelle, etc.

On n'enseigne pas seulement ce que l'on sait, on enseigne ce que l'on est.

Jean Jaurès

Ne restons pas les bras croisés et agissons pour que l'école demeure la gardienne des traditions et soit un tremplin vers la modernité. Ne préparons pas nos enfants à entrer dans une société qui n'existe plus. Ne jouons pas l'opposition stérile entre nouvelles

technologies et culture classique mais parions plutôt Platon sur Ipad! Allumons la curiosité, entretenons les enthousiasmes et gardons une place fondamentale à la culture dans nos écoles, qu'elle soit scientifique, technique, littéraire, artistique, philosophique, historique ou musicale. Celui qui ne sait pas d'où il vient ne sait pas qui il est et où il va. Plus nous nous cultivons, plus nous nous ouvrons aux réalités qui ne sont pas les nôtres. Quand je vois que près d'un Suisse sur trois vote UDC, j'ai l'impression que l'école a fait quelque chose de faux. Trop de redoublements, trop d'humiliation, trop de souffrance, de mise à l'écart et de dévalorisation! Pas assez de théâtre, de littérature, d'histoire, de philosophie, de sciences, d'éducation civique et d'ouverture culturelle sur les autres civilisations qui nous entourent!

John Vuillaume
enseignant et syndicaliste

Le tournant néolibéral de l'école neuchâteloise

A mi-législature, les orientations néolibérales du nouveau ministre de l'éducation neuchâteloise, Philippe Gnaegi, apparaissent clairement. Deux principes sous-tendent son action: la défense des intérêts immédiats des entreprises et une volonté d'économies exacerbée.

La primauté des intérêts des entreprises

Cette tendance n'est pas propre au seul canton de Neuchâtel, ni même à la Suisse; elle se développe de fait dans l'ensemble de l'Europe depuis le milieu des années 90¹. Jusque-là, et ceci depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le maître-mot des politiques scolaires européennes était la massification des études. Il s'agissait d'amener le plus grand nombre d'élèves possible au maximum de leurs capacités; subsidiairement, l'école était sensée corriger, ou du moins contrebalancer, les inégalités sociales. Au cours des années 90 cependant, le patronat européen a commencé à donner de la voix dans le débat scolaire, notamment à travers les publications de l'OCDE. Son discours était simple: pour la société de l'information à venir, nous avons besoin de 20 à 25% de travailleurs très bien formés; pour le reste, les exécutants, une solide formation de base centrée sur l'employabilité suffit. En d'autres termes, on investit actuellement trop dans environ 50% de la population scolaire – il convient dès lors de redéfinir les priorités des politiques scolaires en fonction des besoins des entreprises. Ce sont ces pressions patronales qui sont à l'origine des tests PISA – qui mesurent, doit-on le rappeler, les capacités directement liées à l'employabilité et non les capacités sociales ou d'épanouissement personnel par exemple – et de l'influence croissante de l'OCDE, organisation économique s'il en est, sur les politiques scolaires européennes, au détriment de l'UNESCO, dont ce serait la vocation première.

En Suisse, le dernier avatar de cette tendance est l'Ordonnance sur la maturité professionnelle de 2009,

adoptée suite aux pressions des grands employeurs. Elle prévoit notamment la suppression de la filière diplôme en école professionnelle à plein temps au profit d'un CFC. Comme le constate un fin connaisseur de la question, «*les élèves seront donc probablement plus calibrés pour un métier donné, canalisés plus tôt vers une formation choisie au départ mais moins ouverts et moins aptes à se réorienter dans leur carrière*»². Quand on sait que les élèves actuels seront soumis à une mobilité professionnelle jamais connue, quand on mesure l'importance, dans ce contexte, d'une bonne formation initiale, comme le soulignent tous les spécialistes de la formation continue, il apparaît clairement que l'intérêt à moyen et long terme des élèves est ici sacrifié à ceux, à court terme, des entreprises.

Celui qui ouvre une porte d'école, ferme une prison.

Victor Hugo

Dans le canton de Neuchâtel, les visées de Philippe Gnaegi ont été clairement définies dans le programme de législature du Conseil d'Etat (refusé par le Grand Conseil – et néanmoins appliqué): il s'agit de réduire la voie académique à 20% de la population scolaire (actuellement plus de 40%) et, parmi les 80% restants destinés à la formation professionnelle, en diriger un maximum vers la formation duale, moins onéreuse pour l'Etat. Le problème est que seules 18% des entreprises neuchâteloises sont formatrices, soit deux fois moins que la moyenne suisse, et qu'elles n'offrent de loin pas assez de places d'apprentissage pour un tel afflux. Peu importe à notre ministre de l'éducation: il ferme des classes de formation professionnelle

à plein temps, introduit un *numerus clausus* à peine déguisé et annonce, la main sur le cœur, que nul jeune ne sera laissé en chemin, qu'il ouvrira au besoin des classes de pré-apprentissage – qui ne régleront en rien le problème de fond. Résultat prévisible: sur 178 candidats à l'examen d'accès à la formation professionnelle en école à plein temps, 117 ont été recalés et risquent bien de se retrouver en rade. A l'inverse, aucune mesure obligatoire ou véritablement incitative n'est prévue pour augmenter le nombre d'entreprises formatrices; on se contente de les inviter à engager des apprentis; même la modeste prime de 150 franc par année et par apprenti a été supprimée, afin de réduire les cotisations des entreprises à la caisse de la formation professionnelle. Pire, le seul démarcheur à 50% auprès des entreprises ayant démissionné, la reconduction de son poste est soumise à un délai de carence de 6 mois, économies obligent...

Volonté d'économies

Entre 1993 et 2003, le canton de Neuchâtel a connu toute une série de baisses fiscales, qui n'ont de fait profité qu'à une minorité privilégiée et qui représentent, cumulées, un manque de revenus pour l'Etat de l'ordre de 180 millions par année. Imprudence ou politique délibérée des caisses vides? Toujours est-il que ce manque de revenus n'a pas été compensé par une réduction correspondante des prestations. A cela s'ajoute une politique agressive d'exemption fiscale pour les entreprises exogènes, sans pareille en Suisse. Résultat: un déficit structurel chronique, que la fonction publique payait année après année par des retenues salariales, des blocages de hautes-paies, des prélèvements dans sa caisse de pension, etc.

L'actuel Conseil d'Etat a décidé d'at-

suite en page 13

¹ Cf. notamment Nico Hirt, *L'Ecole prostituée, l'offensive des entreprises sur l'enseignement*, éditions LABOR, Collection «Espaces de Liberté» (Bruxelles), 2001.

² Interview de Mario Castioni, directeur du lycée Jean-Piaget, dans «Séisme dans les écoles de commerce romandes», *Gymnasium Helveticum*, 1/11.

taquer le mal à la racine et de rétablir les finances de l'Etat. Un plan pluriannuel a été établi, qui exige de chaque département des coupes drastiques d'ici 2016. Or le Département de l'éducation apparaît comme le champion absolu des économies, bien davantage que ce qui est exigé de lui. Augmentation régulière des effectifs de classes, économies sur les mesures d'intégration des enfants handicapés, augmentation de l'indice horaire des enseignants du secondaire II et suppression des décharges (la charge des enseignants de lycée augmente jusqu'à 25% – et leurs absences maladie de 52% entre 2009 et 2010...), baisse drastique de la rémunération des formateurs en établissement, fermeture de filières, etc., etc., les coupes s'enchaînent sans états d'âme et ont permis d'économiser à elles seules 25 millions en deux ans. Neuchâtel, qui

était déjà, avec le Tessin, le canton qui investissait le moins par élève dans l'école obligatoire, dont les élèves arrivant en 9^e ont bénéficié de l'équivalent d'une année d'enseignement de moins que leurs camarades fribourgeois ou valaisans, qui est l'un des derniers cantons à connaître une maturité en trois ans, sacrifie allégrement son école sur l'autel des finances. Même l'introduction d'HarmoS ne produit pas de sursaut: Neuchâtel augmente le nombre d'heures durant la scolarité obligatoire exactement du nombre d'heures nécessaires (7) pour être au minimum HarMoS-compatible. Il se trouvait dans la voiture-balai, il se félicite d'être dorénavant en queue de peloton!

Que faire?

Contrairement à ce que l'on peut penser, le Grand Conseil est large-

ment impuissant face à ces dérives, la plupart des mesures prises étant du seul ressort du Conseil d'Etat. Il y a cependant lieu d'espérer: la gauche, majoritaire, commence à parler d'une seule voix et à prendre la mesure des problèmes. Les questions, interpellations, recommandations se multiplient. Il apparaît cependant clairement que seule une forte pression publique, tant des députés que des syndicats et associations de parents réussira à remettre les intérêts légitimes des élèves au centre de l'école neuchâteloise.

Daniel Ziegler
Député, ancien président
du SSP-RN

Des faux besoins qui se développent

M'inspirant d'Ivan Illich, auteur du livre «Une société sans école», je dirais que le péril de l'école obligatoire est celui d'une pomme qui, dès le début de son développement, contenait en germe le ver qui doit la pourrir à terme. Une observation en profondeur démontre que nous avons en germe, dans cette institution mondialisée, l'origine du mal développement de la société moderne.

L'école, et son prolongement dans ce qu'on appelle aujourd'hui «Haute école», est l'institution qui a mis au pinacle la science moderne dont dérive le «système technique». Or, ce système n'a développé que des valeurs éphémères induisant de fausses activités et des aspirations inutiles éloignant les hommes de leur vrai but. Elle élève l'artificiel et rabaisse le naturel, entravant une véritable évolution des sociétés humaines. Exemple frappant dans les sciences dites médicales, qui deviennent contreproductives en créant plus de misères que de soulagement; et qui, en processus final, mènent à la ruine.

Les faux besoins se développent à partir de la scolarité (quel parent n'en a fait l'expérience sur ses enfants...). L'école développe la prétention de se distinguer avant les autres, ce qui conduit à la spécialisation de savoirs très pointus, mais déconnectés de l'ensemble ou globalité des phénomènes naturels. On développe ainsi un vide qui ne peut se combler que dans la vanité.

J'ai vécu cela dans les années 70 en Afrique où mon mari, alors, enseignait les sciences dans un collège de brousse (cela dans un but pécuniaire, car son intérêt était ailleurs...). Les notions enseignées (physique, chimie) étaient totalement inutiles aux élèves et produisaient chez ceux qui, malins, en émergeaient en réussissant, un état

d'esprit tout à fait malsain. Cela illustre de façon caricaturale la dérive inévitable d'une telle institution, en quelque sorte «hors sol».

A mon avis, nous allons (comme le démontre bien Pierre Lehmann) vers un collapse de la société engendrée par l'école moderne. Une société qui n'a pas enseigné à ses jeunes l'importance des cycles naturels, qui nous relie à la vie véritable.

Janine Favre, Saint-Imier

Les profs refusent l'école de l'UDC

C'est là le titre d'un article publié le 8 avril dernier par les journaux neuchâtelois. Dans son programme électoral, l'UDC dénonce les «conséquences d'une fausse politique d'intégration». Ce parti exige des performances et réclame le retour du système du maître unique. John Vuillaume, président du Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois, dénonce: «L'UDC propose un modèle ségrégationniste. Elle écarte les handicapés, les élèves faibles, les étrangers». Le journaliste Daniel Droz, dans un éditorial cinglant, n'est pas plus tendre. Il estime que les exigences de l'UDC (performance, ordre et discipline) ravivent un souvenir néfaste, un slogan de triste mémoire, celui de la France de la Collaboration et du maréchal Pétain. Il dénonce un discours ultralibéral, à la limite de la xénophobie. L'UDC veut une école à la solde de la prospérité économique. Tant pis pour les retardataires!

Mon parcours scolaire

De l'enfantine, peu de souvenirs: la maîtresse avait des poils au menton – comme la tante Louise que je devais embrasser malgré cela. De plus, elle nous racontait l'histoire de Pinocchio qui me terrorisait; j'avais beau me boucher les oreilles, j'entendais tout de même... brr.

A la rue Pierre-Viret, il y avait une ravissante école – désaffectée actuellement. Ce furent deux années de bonheur avec un tout jeune maître (Monsieur Pache) qui nous manifestait sa sympathie réconfortante dans les bons et les mauvais moments! Il était toujours intéressant, à l'inverse d'un autre Monsieur Pache à St Roch pour la dernière année d'école primaire: sévère, gros et fort, redoutable par ses coups de règle sur la pointe de nos doigts offerts au supplice bien malgré nous. Il avait la hantise de l'école secondaire, une perte à laquelle il refusait de nous préparer par crainte de nous y voir corrompus à jamais.

Je fus donc réparé à l'examen d'entrée au Collège classique cantonal par un oncle retraité, un enchantement avec réussite à la clé et la passion d'écouter Squibs à la radio nous reporter les matchs de foot – y compris un 4 à 2 Suisse-Allemagne à Paris en 1938 où, pour la première fois, certains supporters suisses firent sonner les cloches de vache. Un triomphe!

Au CCC (sic) du Valentin, avec vue sur le marché qui s'y tenait les mercredis et samedis matin décrits par C.-F. Ramuz dans *Découvertes du monde*, ce fut très exactement cela; avec en plus la rencontre inattendue d'un cousin du même âge et une amitié définitive scellée par le fait que pendant six ans nous avons occupé côte à côte un banc de bois caractéristique de l'époque.

Rions un peu

Heureux l'élève qui, comme la rivière, arrive à suivre son cours tout en restant dans son lit.

Malgré quelques ennuis de santé mineurs mais tenaces dès ma 12^e année, ces années d'école secondaire furent pour moi très heureuses jusqu'à l'âge de 16 ans, même si après deux années passées dans cet endroit idyllique du Valentin, nous avons déménagé au collège beaucoup moins pittoresque de Béthusy où deux de nos camarades statutifs nous accueillirent chaque matin et après-midi à la porte, avec cette belle devise: *Porta tibi patet et magis cor* (la porte t'est ouverte et davantage le cœur) – et ce fut le cas à de rares exceptions près. Nous avons eu des maîtres inté-

ressants et qui savaient nous intéresser car ils avaient manifestement plaisir à le faire, une grâce pour nous!

Malheureusement, tout a une fin et notre volée tomba sur un quatuor de maîtres des branches principales vieillissant avec l'âge, aigris, mis au rancard – c'était la coutume à l'époque et le terme utilisé au Gymnase de la Cité où nous nous sommes ennuyés pendant deux ans. Deux exceptions: 1) le maître de mathématiques qui m'a carrément enthousiasmé; c'était un ancien ingénieur à Saint-Petersbourg qui avait dirigé les travaux d'installation des tramways de la ville, reconverti par force à l'enseignement; 2) le maître de biologie qui avait commencé sa carrière comme instituteur; c'était un passionné de biologie, un enseignant-né; il avait de plus, et cela nous charmait, un accent vaudois du terroir très pur.

Puis ce fut Belles-Lettres la bien nommée dès le premier semestre universitaire; il y en eut six autres, tous plus intéressants les uns que les autres, qui aboutirent à mon diplôme de médecin suisse, mais surtout à la rencontre de l'épouse de ma vie. Mais, comme le dit Kipling, «cela est une autre histoire».

Henri Jaccottet

Réflexions et souvenirs

Jeune retraitée de l'enseignement, je m'étais interrogée sur la fonction de l'école. Ce qui me paraissait essentiel alors, mis à part la transmission d'un savoir indispensable et l'écoute des enfants, c'était le rôle qu'elle jouait dans le difficile apprentissage de la socialisation de la jeunesse, à commencer par les tout-petits.

Faire comprendre aux élèves qu'une classe forme un groupe et que, comme dans les jeux où chacun doit choisir sa place, il faut des règles pour que tout se passe bien. Le maître devra donner l'exemple en expliquant qu'il est normal que des problèmes se posent et que, comme en math, on doit faire l'effort de les comprendre avant de les résoudre. Arriver à ce que la classe se sente responsable de la

qualité du travail à fournir en préférant l'entraide à la compétition. Face aux méthodes et aux exigences de la société, une gageure.

Enfin reconnaître que le métier d'enseignant est des plus contraignants. Mais comme l'écrit Daniel Pennac dans *Chagrin d'école*, la vie de l'écopier n'est pas facile non plus. Pourtant s'il se sent aimé et respecté, il prendra confiance en lui et trouvera du plaisir à étudier.

Quelques souvenirs:

- Comme les cadrans solaires qui ne marquent que les heures claires, je me retrouve dans une classe du collège de Bellevue, à La Chaux-de-Fonds. Assis en cercle, nous

écoutons les camarades parler de leur hobby. Partage et découverte: une joie!

- Un autre jour, un exercice pas facile pour certains: présenter un sujet à l'aide de quelques notes seulement, librement. Une voix s'élève: «Et vous Madame?» Je venais de terminer la lecture d'un livre passionnant qui décrivait la vie d'une tribu amérindienne. Quittant ma chaise, je leur en ai parlé longuement, avec force détails, et sans notes bien sûr. Examen réussi, je crois.

Suzanne Gerber

La petite fille à la fenêtre

Totto-Chan, Presse de La Renaissance, Paris, 2006



En 1937, qui aurait songé à visiter à Tokyo une école logée dans des wagons désaffectés dont le directeur s'inspirait en particulier de la méthode d'Emile Jaques-Dalcroze (1865-1950, compositeur et pédagogue suisse). Il fut le créateur d'une rythmique novatrice qui, à travers la musique, développait à la fois l'esprit, le corps et éveillait à la créativité. Dans les années 30, le fondateur de cette école japonaise avait suivi les cours de Jaques-Dalcroze à Paris grâce à la bourse octroyée par un mécène (président de Mitsubishi).

L'histoire de ce groupe scolaire hors du commun, nous la découvrons vécue par l'auteure chapitre après chapitre. Ces pages publiées en japonais

en 1981 et en français en 2006, elle les a dédiées à la mémoire de M. Sôsaku Kobayashi (1893-1963), ce maître tant aimé qui avait su accueillir une petite fille tellement curieuse de tout qu'aucun cadre scolaire classique ne pouvait lui convenir. Elle avait été chassée de son école, mais elle l'ignorait car sa mère savait qu'elle n'aurait pas compris ce renvoi.

Page après page on découvre comment Totto-Chan s'épanouit. Dans cette école, les différentes classes aux effectifs réduits se tiennent dans des wagons au milieu des arbres. Les matières sont variées et chaque élève peut étudier librement le programme du jour. L'enseignement s'inspire de cette recommandation du directeur

à son équipe: «*Ne transformez pas les enfants pour qu'ils entrent dans un moule! Laissez-les s'épanouir naturellement! Leurs rêves dépassent les limites de vos projets éducatifs.*»

En 1945, les bombardements américains sur Tokyo réduisirent cette école en cendres. Pourtant grâce à une de ses élèves devenue vedette à la télévision nationale, actrice, ambassadrice de l'UNICEF et directrice adjointe de l'orchestre philharmonique de Tokyo (son père était un violoniste de talent) ce témoignage étonnant demeure. Selon le *New York Times*: «Totto-Chan est l'antidote rêvé à l'éducation stérile».

Suzanne Gerber

L'école selon Ivan Illich

Ce texte est un bref résumé de l'article qui nous a été aimablement envoyé par Jean-Michel Corajoud, cercle des lecteurs d'Ivan Illich, Lausanne).

En 1971 paraît le livre d'Ivan Illich, *Une société sans école* (Seuil, Paris). Son titre est trompeur car il laisse entendre que l'auteur est opposé à toute école. En fait, Illich conteste le monopole de l'école obligatoire qui, seule, s'arroge le droit de décider si une personne peut exercer le métier qu'elle a choisi. Le titre original en anglais était plus juste: *Deschooling society* (Une société déscolarisée). L'école obligatoire conduit à un double échec, technique et social, car «*le rite de la scolarité ne sert ni à l'acquisition individuelle des connaissances, ni l'égalité sociale.*»

Echec de l'acquisition individuelle des connaissances – L'enseignement est déconnecté du vécu des élèves, ce qui les démotive: «*Où avons-nous appris la plus grande part de ce que nous savons? En dehors de l'école. C'est sorti de l'école, ou en dehors, que tout le monde apprend à vivre, à parler, à penser, à aimer, à sentir, à jouer, à se débrouiller, à travailler.*» A tort, l'école nous dit: «*Apprends d'abord pour pouvoir ensuite entreprendre.*», alors que la motiva-

tion serait grande si, au contraire, on nous permettait d'entreprendre avant d'apprendre pour comprendre. Et donc, dit Illich: «*C'est ainsi que l'éducation devint l'opposé de la compétence acquise dans la vie quotidienne, qu'elle finit par signifier une méthode de traitement plutôt que le simple savoir des faits de l'existence et la capacité de se servir des outils qui façonnent la vie concrète de l'homme.*»

Inégalités sociales – L'école aggrave les inégalités plutôt qu'elle les élimine. En effet, les pauvres ont moins de chance de faire des études longues, pas seulement pour des raisons économiques, mais surtout parce qu'au départ l'enfant issu d'un milieu privilégié «*bénéficie des possibilités de lecture qu'il trouve dans son milieu familial. (...) De façon comparable, l'étudiant le plus pauvre prend généralement du retard dans la mesure où il dépend entièrement de l'université pour sa promotion sociale ou l'amélioration de ses connaissances.*»

Et comme le salut économique futur n'appartient qu'à ceux qui accumulent les années d'études, il est clair que «*la grâce n'est maintenant accordée qu'à ceux qui accumulent ces années d'école*» et, simultanément,

qu'«*aucune issue ne s'offre au laissé-pour-compte de l'école.*»

Qu'apprend-on à l'école? – En 1973, Illich écrit *La Convivialité* où il poursuit sa critique de l'école obligatoire: «*Ce qu'enseigne le maître n'a guère d'importance dès lors que les enfants doivent passer des centaines d'heures rassemblés par classes d'âges, entrer dans la routine du programme (le parcours ou curriculum), et recevoir un diplôme en fonction de leur capacité à s'y soumettre. Qu'apprend-on à l'école? On apprend que plus on y passe d'heures, plus on vaut cher sur le marché. On apprend à valoriser la consommation échelonnée de programmes. On apprend à valoriser l'avancement hiérarchique, la soumission et la passivité, et même la déviance-type que le maître interprétera comme symptôme de créativité. On apprend à briguer sans discipline les faveurs du bureaucrate qui préside aux séances quotidiennes, à l'école le professeur, à l'usine le patron. On apprend à se définir comme détenteur d'un stock de savoir dans la spécialité où l'on a investi son temps. On apprend, enfin, à accepter sans broncher sa place dans la société, à savoir la classe et la carrière précises qui correspondent respectivement au niveau et au champ de spécialisation scolaire.*» (...)



Ordinateurs recyclés

Le 16 mars s'est terminée la collecte d'ordinateurs organisée depuis plusieurs semaines par la Fnac. En collaboration avec Réalise, une des plus importantes entreprises d'insertion suisses, le magasin culturel a récupéré près de 400 vieilles machines qui seront traitées et revendues à bas prix afin de leur offrir une nouvelle vie.

Le client qui apporte son ordinateur bénéficie d'une remise de 15% sur l'achat d'un PC neuf.

D'après *24 Heures*, mars 2011

La santé est dans l'escalier

Renoncer à prendre l'ascenseur est bénéfique à votre santé. A Genève, le docteur Philippe Meyer, chef de clinique en cardiologie, a conduit une étude de février à octobre dont les résultats viennent d'être rendus publics: pendant trois mois, 77 collaborateurs de l'hôpital, surtout des infirmières et des médecins, ont gravi et descendu en moyenne 21 étages par jour. Les résultats sont très positifs: en moyenne, la consommation maximale d'oxygène a augmenté de 10%, les participants ont perdu 550

grammes et un centimètre et demi de ceinture abdominale, la pression sanguine a baissé et le taux de cholestérol s'est amélioré. C'est donc là un moyen simple et efficace pour diminuer les risques de maladies cardiovasculaires... sans oublier les bénéfices globaux sur le plan énergétique si les ascenseurs sont laissés au repos.

D'après *L'Echo Magazine*

En Suède, des jardins antidépresseurs...

Imaginez un quartier défavorisé dans la ville de Malmö; ses 1600 logements accueillent une population qui a plongé dans la précarité: en 1998, on recensait 68% de chômeurs, 75% d'allocations d'aides sociales, 65% de population immigrée. En l'an 2000, un vaste projet de rénovation urbaine est lancé avec 9000 m² de toitures végétales. Cela permet de réduire les charges, de créer un microclimat, d'isoler du bruit, du chaud et du froid. La problématique sociale et économique n'est pas oubliée et l'implication de la population est le point fort de ce projet écologique.

D'après *L'Age de Faire* N° 43

Pour le bien des familles restées au pays...

Les migrants contribuent dans une proportion importante au développement de leur pays d'origine. Afin d'optimiser ce potentiel, la DDC (Direction du Développement et de la Coopération) a lancé un projet pour mettre en réseau les institutions qui s'occupent des questions de migrations. Dans ce même esprit, des migrants ghanéens établis aux Pays-Bas transmettent à des compatriotes restés au pays les compétences qu'ils ont acquises dans la création et la conduite de PME (petites et moyennes entreprises). Depuis 2007, quatre migrants se rendent ainsi au Ghana chaque année pour former des commerçants et des paysans; à noter que les participants ont également droit à un système de micro-crédit qui leur permet de démarrer.

D'après *Un seul Monde*, revue de la DDC

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Le peuple des moutons

de Rémy Cosandey, rédacteur responsable de *l'essor*

L'auteur analyse les raisons pour lesquelles les Suisses votent presque toujours contre leur propre intérêt et explique la montée des mouvements populistes et extrémistes par l'incapacité des partis traditionnels à prendre en compte les préoccupations de la population. Il propose de nombreuses solutions qui correspondent à la Charte de *l'essor*. Parmi les 30 personnes qui s'expriment dans la seconde partie du livre, il y a six membres du comité rédactionnel du journal: Mousse Boulanger, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, François Iselin, Henri Jaccottet et Pierre Lehmann.

Ce livre sera publié en août 2011 et coûtera 29 francs. Comme il est édité à compte d'auteur, il sera vendu principalement par souscription. Il peut être commandé auprès de l'auteur: Rémy Cosandey, Léopold-Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds, tél. 032 913 38 08 ou 079 273 45 14, ou par courriel: remy.cosandey@bluewin.ch

L'essor recommande vivement ce livre de plus de 150 pages (édité par l'imprimerie Gasser au Locle) qui est une contribution constructive pour un monde plus social, plus écologique et plus pacifique.

L' e s s o r

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel: info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Abonnement annuel: Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L' e s s o r - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 juillet 2011
prochain forum : Non au gaspillage